

Introduction

« *Le cinéma fabrique le monde, premier temps ;
ensuite, il le remplace.* »

*Jean-Louis Comolli*¹

LA GUERRE CIVILE : UN PASSÉ ENKYSTÉ

À Valle de Abdalajis, un village andalou comme tant d'autres dans la région de Málaga, Joseph Gordillo a interrogé les habitants pour connaître l'histoire de son grand-père. Entre 2003 et 2006, ses questions répétées, sa volonté de savoir ont permis aux langues de se délier pour que réapparaisse un passé oublié – celui des exécutions pendant la Guerre Civile –, dévoilé dans son documentaire *Le Mur des oubliés* (2007). En effet, les habitants de ce village n'évoquaient pas ce passé douloureux, et le fossoyeur, qui découvrait de temps à autre des ossements de fusillés de la guerre, était jusqu'alors « mort de peur » ; quant aux jeunes du village, dans leur majorité, ils ignoraient tout « de ce pan de l'Histoire, jusqu'au nom de Franco² ».

1. 1997, p. 43.

2. Musseau, 2008, p. 39.

Pourquoi commencer par évoquer ce qui pourrait sembler une anecdote, voire un cas isolé ? Peut-être parce que ce récit révèle finalement un kyste dans le tissu social espagnol. Alors que le dictateur est mort en 1975, que la démocratie espagnole semble plutôt solidement installée, certains Espagnols – vaincus de la guerre, opposants antifranquistes ou membres de leurs familles – ont continué à taire les souffrances endurées pendant la guerre ou la dictature, que ce soient les leurs ou celles de leurs parents³. Ce silence, né de la peur, provient en partie, dans les communautés rurales, du maintien des élites locales, consolidées par la dictature⁴, qui imposent encore leur vision des événements et leur loi économique⁵. Mais il résulte aussi, jusqu'en 2007, de l'absence d'un discours officiel offrant une « révision⁶ » de la version franquiste de l'histoire récente.

Il est aujourd'hui admis que l'un des éléments clés de la Transition en Espagne a été ce que certains ont appelé un « pacte de silence » ou « pacte d'oubli », scellé entre les partis de droite (héritiers du franquisme) et ceux de gauche (notamment, le PSOE⁷ qui avait participé à la Guerre Civile) afin d'éviter une instrumentalisation partisane du passé⁸. Il s'agissait de ne pas mentionner le passé, en particulier la violence politique exercée par la dictature franquiste, la répression dans les deux zones pendant la Guerre Civile et même les affrontements au sein de la gauche durant cette dernière période. Et si l'on s'y référait, le passé récent devait servir uniquement comme repoussoir afin de ne pas retomber dans les erreurs d'antan, de sorte que la mémoire

3. Armengou et Belis, 2005, p. 184.

4. Armengou et Belis, 2005, p. 185-186.

5. Armengou et Belis notent, en effet, que l'une des raisons du silence qui perdure et du refus d'évoquer la responsabilité de certains dénonciateurs est la peur de ce qui pourrait en découler : « perdre un emploi, un contrat ou un permis de construire » / « perder un empleo, una concesión o un permiso de urbanización » (2005, p. 186).

6. Le terme de « révision » est employé ici dans le sens d'une « mise à jour par un nouvel examen ». Comme le rappellent certains historiens : « Confondre *révisionnisme* et *négationnisme* [...] équivaut à tenir en suspicion toute remise en cause de l'épistémologie établie par les historiens » / « Confundir *revisiónismo* con *negacionismo* [...] supone poner bajo sospecha cualquier replanteamiento de la epistemología instituida entre los historiadores » (Izquierdo Martín et Sánchez León, 2006, p. 302).

7. PSOE : Parti socialiste ouvrier espagnol (Partido Socialista Obrero Español).

8. Aguilar Fernández, 2006a, p. 248.

de la Guerre Civile « était évoquée en tant qu'exemple de ce qui ne devait pas se répéter⁹ ». Or cette absence de retour sur le passé, qui pouvait être aussi une aspiration collective¹⁰, n'a pas été sans conséquence. Les élites politiques et les gouvernements ne se sont guère préoccupés de construire un nouveau récit sur la guerre et la dictature, à la fois plus fidèle à la vérité historique¹¹ et moins partisan que celui diffusé par le régime franquiste, de sorte que celui-ci, n'ayant pas été remis en cause, a pu alimenter la version hégémonique qui s'est imposée pendant la Transition et s'est ensuite maintenue. Celle-ci a établi une égale culpabilité entre les deux camps et fait prévaloir uniquement les aspects les plus négatifs de la guerre – « une tuerie stérile et inutile », « une catastrophe nationale¹² » – sans reconsidérer les causes et les enjeux politiques du conflit. Le consensus, exigeant que la société espagnole garde le silence sur le passé, a également empêché que, pendant la Transition, se mette en place une politique mémorielle de réhabilitation symbolique des victimes de la Guerre Civile ou de la dictature, si bien que ces victimes et leur histoire n'ont pas été réintégrées dans la mémoire nationale de la société espagnole.

Cette carence du discours officiel révélerait alors les déficiences d'une démocratie espagnole¹³, imparfaite selon certains

9. « se evocaba con un fin aleccionador, como aquello que no debía repetirse », Aguilar Fernández, 2006a, p. 253.

10. Pour certains analystes de la période et de ses productions culturelles, le désir d'oubli fut général : « Nous avons voulu laisser de côté la mémoire du franquisme, et avec elle celle incommode de la Guerre Civile » / « A un lado quisimos dejar la memoria del franquismo y con ella, incómoda, la memoria de la guerra civil » (Vilarós, 1998 p. 9). P. Aguilar Fernández, politiste et auteure du premier ouvrage important sur la mémoire et l'oubli de la guerre pendant la Transition, considère aussi que ce pacte d'oubli fut largement soutenu par la population (2006a, p. 258). En revanche, G. Morán y voit plutôt le désir des élites de ne pas faire référence à leur propre passé : « En jetant un voile sur le passé d'Adolfo Suárez, on faisait de même avec celui de Santiago Carrillo [...] Tous semblaient déclarer implicitement qu'ils étaient arrivés à la vie politique en 1977 » / « Echando un velo sobre el pasado de Adolfo Suárez se velaba también el de Santiago Carrillo [...] Todos parecían declarar implícitamente que habían nacido a la vida política en 1977 » (1992, p. 78).

11. En s'inspirant, au début de la Transition, des travaux historiographiques étrangers, puisque ceux produits et publiés en Espagne soutenaient le récit franquiste sur la guerre et l'après-guerre.

12. Juliá, 2002, p. 32 : « una estéril e inútil matanza », « una catástrofe nacional ».

13. Voir aussi les conclusions de Vicenç Navarro quant au caractère imparfait ou inabouti de la démocratie espagnole, notamment du fait que certaines valeurs démocratiques ne sont pas reconnues par une jeunesse dont 38 % pense que

historiens, comme Carme Molinero, du fait qu'elle n'a pas cherché, dès la Transition, à :

développer une politique mémorielle, fondée non seulement sur l'exaltation des valeurs démocratiques mais aussi sur la revendication de ceux qui avaient lutté contre le franquisme et qui, par leurs efforts, furent une pièce essentielle pour l'instauration de la démocratie¹⁴.

Il faut ici tenir compte des divers facteurs susceptibles d'expliquer cet état de fait. Tout d'abord, le passage de la dictature à la démocratie a été piloté par les héritiers du franquisme, peu désireux de revisiter le passé, et encore soumis au regard d'une Armée qui n'aurait pas accepté de transformer les ennemis d'hier en victimes d'aujourd'hui. Dans l'administration, les fonctionnaires sont passés de la dictature à la démocratie sans forcément remettre en question leur adhésion au franquisme¹⁵. Au fil du temps, les nouvelles élites politiques, dont certaines étaient issues de familles ayant tiré bénéfice du régime franquiste, se sont montrées peu enclines à revenir sur ce passé, notamment par refus de voir présentés sous une nouvelle lumière les agissements des membres de leur famille¹⁶.

Si les gouvernements successifs ont été réticents à revisiter le passé, il faut également considérer, en second lieu, la difficulté qu'il peut y avoir à faire évoluer les mentalités après quarante années d'histoire officielle martelée à partir de la vision des vainqueurs de la guerre. Comme le souligne l'historien Antonio Cazorla Sánchez :

Il n'est pas possible de négliger les effets de la politique d'imposition d'une mémoire sélective du passé, où les désordres

démocratie et dictature s'équivalent s'il y a « progrès et ordre » (« progreso y orden »), soit à peu près le slogan de la dictature (2004, p. 128).

14. Stucki et López de Abiada, 2004, p. 113 : « desarrollar una política de la memoria propia, basada no sólo en la exaltación de los valores democráticos sino, también, en la reivindicación de aquellos que habían luchado contra el franquismo y que, con sus esfuerzos, fueron una pieza esencial en la instauración de la democracia ».

15. Comme l'observe W. Genieys, aux « sommets de l'État », il y a eu « libre reconversion des "élites politico-administratives franquistes" dans la structure du pouvoir du nouveau régime » tandis que, dans les structures de base de l'administration, s'est effectuée une « reconversion des personnels du mouvement phalangiste ». Ainsi, « [l]a situation espagnole correspond à celle d'une transition sans épuration » (2004, p. 71).

16. Balfour, 2007, p. 383.

sous la République étaient grossis (pour justifier le 18 juillet) et où l'unique répression était celle menée dans le camp des « rouges » pendant la guerre¹⁷.

Ainsi, une partie de la population espagnole, à travers ses représentants aux Cortes ou au Parlement européen, s'est opposée à diverses reprises à la condamnation du régime dictatorial franquiste. Les députés du PP (Parti populaire) ont refusé de voter le 14 septembre 1999 une motion visant à condamner « le soulèvement militaire contre le régime légal¹⁸ ». S'ils ont finalement accepté de soutenir une motion similaire le 20 novembre 2002, quoique avec une formulation plus évasive puisque le texte condamnait de façon générale le recours à la violence pour « imposer ses convictions politiques et établir des régimes totalitaires », sans nommer la dictature franquiste, c'est à la condition qu'on n'évoque plus à l'avenir les « deux Espagnes¹⁹ », c'est-à-dire que la Guerre Civile comme la dictature disparaissent du discours politique et ne soient plus mentionnées aux Cortes. Lorsque le Parlement européen, le 4 juillet 2006, a proposé de déclarer le 18 juillet 2006 comme journée officielle de condamnation du régime de Franco, l'eurodéputé Jaime Mayor Oreja, ancien ministre d'un des gouvernements du PP, a refusé de soutenir cette motion ; il a justifié sa position par le désir de ne pas rompre l'esprit de « consensus constitutionnel²⁰ » de la Transition.

Les divergences d'interprétation du passé ont également donné lieu à de vives discussions lorsqu'a été envisagé un projet de « Loi sur la mémoire historique », finalement adopté par l'Assemblée des députés puis le Sénat fin 2007²¹. Le processus

17. Cazorla Sánchez, 2000, p. 227 : « Tampoco se deben despreciar los efectos de una política de imposición de una memoria selectiva del pasado donde los desórdenes bajo la República eran magnificados (para justificar el 18 de julio) y el único terror sería el cometido en la zona "roja" durante la guerra. »

18. « el levantamiento militar contra la legalidad constituida ». La légalité de la II^e République est, de surcroît, encore contestée par certains « historiens », qui continuent d'affirmer que le soulèvement militaire a bénéficié de « l'adhésion populaire », Martínez-Sicluna y Sepúlveda, 2002, p. 513-522.

19. Cué, 2002, p. 28.

20. A. Salarich, 2006, « Guerre d'Espagne : des plaies toujours béantes » : cafebabel.com/fre/article/17545/guerre-despagne-des-plaies-toujours-beantes.html (texte consulté le 23-06-2007)

21. Cette loi 52/2007 a été approuvée le 31 octobre 2007 par les députés et le 10 décembre par les sénateurs, avant de paraître au *BOE* du 27 décembre. Son intitulé est « Loi par laquelle sont reconnus et étendus les droits de ceux qui

d'élaboration de ce projet²² et les divers obstacles qu'il a rencontrés constituent sans nul doute l'un des signes les plus manifestes de la difficulté que connaît l'Espagne à assumer son passé. La mémoire de la Guerre Civile, en revenant sur le terrain politique, a fait resurgir, dans la société espagnole, des tensions qui semblaient appartenir à une période révolue. En effet, depuis septembre 2004 (décret royal du 10/09), date de création d'une commission interministérielle chargée d'étudier comment aider ou indemniser les victimes de la Guerre Civile et de la dictature, nombre d'Espagnols, hommes politiques, journalistes, intellectuels ou simples citoyens ont voulu s'exprimer à propos de cette loi, soutenant ou critiquant ses intentions supposées. À droite, le projet a été ressenti comme le désir de prendre une revanche sur l'histoire²³ ; hommes politiques et journaux ont accusé le gouvernement socialiste de rouvrir les blessures du passé et de diviser à nouveau la société, comme si les affrontements idéologiques de la guerre allaient se rejouer au présent du seul fait de la reconnaissance par la nation des souffrances et des crimes passés. Le projet de loi a également été présenté comme une remise en

ont subi une persécution ou des violences durant la Guerre Civile et la dictature et sont établies des mesures en leur faveur » / « Ley por la que se reconocen y amplían derechos y se establecen medidas a favor de quienes padecieron persecución o violencia durante la Guerra Civil y la dictadura » (26-12-2007).

22. En novembre 2006, le directeur d'Amnesty International en Espagne a, par exemple, demandé le retrait ou la modification en profondeur du projet car à ses yeux, « cela équivalait à une loi mettant un point final [à d'éventuelles poursuites] car elle intègre des mécanismes accordant l'impunité aux auteurs de violation des droits de l'homme durant la Guerre Civile et la dictature » / « supone una ley de punto y final que recoge mecanismos de impunidad para los autores de violaciones de los Derechos Humanos durante la Guerra Civil y la dictadura ». foromemoriamadrid.blogspot.com/2006/11/ley-de-la-memoria-historica_17.html (consulté le 23-6-2007).

23. On trouve ainsi des attaques très vives dans *El Mundo*, comme « le vote de cette loi n'amènera que la victoire de la haine face au pardon » / « la aprobación de esta ley no supondrá más que la victoria del odio sobre el perdón », « On cherche à causer un préjudice irréparable à la société espagnole en la divisant une fois de plus en deux moitiés, d'un côté les enfants de ceux qui ont tué et de l'autre les enfants de ceux qui sont morts » / « Se busca deliberadamente causar un daño irreparable a la sociedad española fracturándola una vez más en dos mitades, entre los hijos de los que mataron y los hijos de los que murieron » (Utrera-Molina, 2007 : 21). Manuel Fraga, ancien président du PP et sénateur, a qualifié le texte d'« erreur crasse » (« error craso ») et d'« absurdité » (« disparate ») : diarioiberico.com/Foto/fraga-ve-un-disparate-la-ley-de-memoria-historica (consulté le 23-06-2007).

cause de la Transition et des engagements tacites pris alors par les dirigeants politiques de ne pas évoquer le passé et surtout de ne pas s'en servir comme une arme politique contre l'adversaire²⁴. À gauche, les différentes versions du texte ont pu paraître trop timides, mettant sur un même plan les victimes républicaines et nationalistes ; certains auraient voulu que le texte législatif aille plus loin et déclare, par exemple, que la répression franquiste relève du crime contre l'humanité, ou encore qu'il offre aux vaincus la possibilité de récupérer les biens dont ils avaient été dépossédés²⁵. Les articles d'opinion publiés dans la presse ou sur Internet présentent un large éventail de critiques et reproches qui révèlent, d'un côté, que la version franquiste du passé est encore soutenue par une partie de la population, de l'autre, que certaines attentes des vaincus et des victimes du franquisme n'ont pas pu être satisfaites. Cependant, cette loi peut apparaître, en partie, comme le signe d'un approfondissement de la démocratie puisqu'elle rétablit une certaine justice impossible à mettre en place lors de la Transition, les partis de gauche étant à l'époque dans une position de faiblesse²⁶. Ce projet de loi porté par les socialistes à partir de 2004 témoigne aussi de l'évolution d'une mémoire officielle²⁷ qui au fil d'une vingtaine d'années finit par intégrer dans l'imaginaire social ceux qu'elle avait laissés de côté depuis la Transition. Toutefois, suite aux vives polémiques qu'il a suscitées, le texte final va contenir une phrase révélant le retrait de l'État face à ce qui pouvait être attendu : « La tâche du législateur n'est pas d'implanter une certaine mémoire collective²⁸. » Si

24. Ainsi pour Mariano Rajoy, président du PP, la loi s'apparente à du « révisionnisme » et tend à faire de la II^e République, qualifiée d'« expérience démocratique ratée » (« experimento democrático fallido »), le nouveau référent de la démocratie à la place de la Transition, vue comme « la seule période politique qui fut incontestablement un succès au cours des deux derniers siècles » / « la única página de incontestable éxito político que habíamos construido en dos siglos » (Remírez de Ganuza, 2007, p. 19).

25. Cf. Antonio Otero Bueno, « La ley de la memoria histórica del gobierno socialista » (« La loi de mémoire historique du gouvernement socialiste ») : nodo50.org/unidadcivicaporlarepublica/Memoria%202006/ley (texte consulté le 23-06-2007).

26. Navarro, 2004, p. 28.

27. La mémoire officielle est normalement « homogène » et « véhiculée à travers les actes politiques » (Yusta, 2003, p. 57).

28. « No es tarea del legislador implantar determinada memoria colectiva. » Cette déclaration de principe fait évidemment suite à l'opposition de certains secteurs à ce que l'État construise une mémoire nationale. L'historien Santos Juliá était

l'État condamne, dans le texte de loi, la dictature franquiste, se réfère aux camps de concentration, aux travaux forcés, affirme le caractère illégitime des condamnations prononcées par les tribunaux franquistes, il n'en reste pas moins qu'il se refuse à proposer une mémoire commune concernant ce passé. S'il peut sembler légitime de respecter la diversité des mémoires collectives, il n'en reste pas moins que c'était alors l'occasion de construire un nouveau récit sur le passé. Or, comme le constatait l'écrivain Javier Cercas, il manque encore à l'Espagne un récit unique sur la guerre et la dictature, qui puisse être accepté par l'ensemble des citoyens et constitue alors cette mémoire nationale que des pays tels que la France, l'Allemagne ou l'Italie ont pu construire²⁹.

L'HISTORIOGRAPHIE EN QUESTION

Alors que les élites politiques évitaient d'évoquer le passé récent, celui-ci a suscité l'intérêt de nombreux historiens espagnols qui, depuis 1975, ont revisité la II^e République, la Guerre Civile, la dictature et corrigé divers pans du récit franquiste sur la guerre. Cette révision de l'histoire s'est opérée, notamment, grâce au dépouillement d'archives jusqu'alors interdites aux chercheurs et au développement de nouveaux champs : histoire locale ou régionale, étude de la répression, utilisation de sources orales. L'ensemble de ces travaux et publications offre désormais des récits plus objectifs sur ces trois périodes de l'histoire récente de l'Espagne³⁰. Il convient toutefois de noter combien l'historiographie sur la guerre et ses antécédents s'est avérée partagée³¹ entre des interprétations mettant l'accent sur l'attaque contre le régime légitime ou le désordre régnant pendant la période républicaine, la répression dans un camp ou dans l'autre, entre des récits affirmant l'échec de la II^e République³² et semblant, implicitement,

ainsi intervenu dans le débat pour indiquer qu'il était impossible de construire un « récit unique » dans une société constituée de citoyens porteurs de mémoires diverses et antagoniques (2006b).

29. Cercas, 2008, p. 29.

30. Blanco Rodríguez, 2006, p. 394.

31. Voir, pour une étude de la question, l'ouvrage de J. Izquierdo Martín et P. Sánchez León (2006), ou les articles de M. Pérez Ledesma (2006) et F. Godicheau (2015).

32. Cette analyse était celle de l'historiographie marxiste et perdue chez un historien américain comme S. Payne (2006). On trouve encore des ouvrages

comprendre la réaction militaire (thèse finaliste), ou alors infirmant une telle approche et mettant en avant les réussites de ce premier régime démocratique³³. La guerre a été analysée tantôt comme une lutte des classes, tantôt comme une somme de conflits (religieux, politiques, nationaux, sociaux), où se mêlaient des causes structurelles et des causes conjoncturelles, ou encore comme le résultat d'un déphasage entre « un développement économique moderne et des structures politiques et sociales archaïques³⁴ ». Au cours des années 1980 et 1990, le récit historique sur la guerre s'est enrichi et complexifié, mais ses grandes lignes témoignent alors d'un relatif consensus concernant les responsabilités, les causes de la défaite républicaine ou les aspects de la répression dans chacune des zones. Face à cette relecture du passé, à la fin des années 1990³⁵, un groupe d'historiens « issus de la dictature et formés par elle » a entrepris de contrer cette nouvelle version du conflit en reprenant, dans leurs publications, le récit forgé par la dictature³⁶. Réactivant la plupart des éléments de la propagande franquiste, leurs ouvrages ont connu pour certains un succès public³⁷ qui a conduit quelques historiens issus de l'université à dénoncer leurs falsifications et une méthodologie peu rigoureuse. Toutefois, cette production discordante au sein de l'historiographie espagnole reflète surtout la guerre des mémoires à l'œuvre dans la société. L'apparition de ces publications coïncide d'ailleurs avec le surgissement de revendications mémorielles portées par les nouvelles générations.

En 2000, suite à la publicité médiatique donnée aux travaux d'exhumation des dépouilles de civils républicains à Priaranza, se constitue l'ARMH (Association pour la Récupération de la Mémoire Historique³⁸) qui va dénoncer le silence sur la guerre et

d'histoire mettant en avant plutôt les échecs de la II^e République, comme celui de J. Gil Pacharromán (2002).

33. Les premières années de la République, 1931-33, ont notamment donné lieu à une réévaluation positive de cette période de réformes (Richard et Vorms, 2015b, p. 22).

34. Richard et Vorms, 2015b, p. 23.

35. La publication en 1999, par Pío Moa, de *Los orígenes de la guerra civil* signale le moment d'apparition de ce courant néofranquiste.

36. Yusta, 2003, p. 51.

37. En particulier, *Los mitos de la guerra civil* (2003) de Pío Moa, « vendu à des centaines de milliers d'exemplaires » (Godicheau, 2015, p. 71).

38. Asociación para la Recuperación de la Memoria Histórica, créée par le journaliste Emilio Silva (qui recherchait à Priaranza les restes d'un de ses grands-

la dictature au cours de la Transition. La génération des petits-enfants de ceux qui sont morts pendant la guerre et l'après-guerre, victimes de la répression nationaliste ou franquiste, porte alors, au sein de la société, une demande de réhabilitation de la mémoire des vaincus et souvent considère que les historiens n'ont pas joué le rôle attendu, à savoir contribuer à modifier le récit hégémonique sur le passé. C'est alors le « pacte d'oubli » pendant la Transition qui est remis en cause puisqu'il a permis la permanence d'un récit dominant, qui n'a pas été affecté par les nouvelles écritures historiennes³⁹. Ainsi transparait le décalage entre une « histoire universitaire » ayant produit une meilleure compréhension de ce passé proche et un récit hégémonique stable⁴⁰ jusqu'au début des années 2000. Toutefois ce hiatus n'est guère surprenant, tout d'abord parce que peu de citoyens espagnols ont eu accès à ces nouvelles vérités historiques, comme le rappelle Julio Montero : « L'historien de profession est le principal consommateur des publications sur l'histoire, au moins en Espagne⁴¹. » C'est pourquoi, lors de la préparation de la loi sur la « mémoire historique », certaines associations de victimes et des partis de gauche, conscients qu'il existe une méconnaissance du passé récent, revendiquent dans le secondaire un enseignement spécifique sur la II^e République, la Guerre Civile et la dictature, car ces trois périodes « ne sont presque jamais étudiées en classe⁴² ». En effet, comme l'ont relevé deux jeunes historiens dans un

pères) et Santiago Macías.

39. Face à la polémique qui se développe au début des années 2000 (et qui perdure aujourd'hui), consistant à remettre en cause la Transition comme période d'amnésie, l'historien Santos Juliá publie dans la revue *Claves de Razón Práctica*, n° 129 (janvier-février 2003 : 14-24) un long article, « Echar al olvido : memoria y amnistía en la transición a la democracia » (« Jeter aux oubliettes : mémoire et amnistie lors de la transition à la démocratie »), qui rappelle l'importante production culturelle sur le passé récent depuis la mort de Franco et, en particulier, le grand nombre de travaux d'histoire qui ont été publiés sur la Guerre Civile et la dictature. L'article a été réédité dans le volume coordonné par Santos Juliá (2009 : 303-333).

40. Ce que M. Yusta nomme « la “mémoire publique” de la Guerre Civile » (2003, p. 57).

41. Montero, 2001, p. 30 : « El historiador profesional es el consumidor principal de las publicaciones históricas, al menos en España. »

42. « casi nunca se enseñan en las aulas ». Article 8 de la « Iniciativa legislativa digital » (« Initiative législative numérique ») menée par la Agrupación de profesionales (« Groupement de professionnels ») du Parti communiste de Madrid : profesionalespcm.org/_php/MuestraArticulo2.php (texte consulté le 23-06-2007).

ouvrage sur l'historiographie de la Guerre Civile et la transmission des connaissances historiques dans la société espagnole⁴³, ces périodes longtemps placées en fin de programme ne sont pas traitées en cours⁴⁴, si bien qu'ils estiment que la plupart des Espagnols nés entre 1960 et 1990, soit environ vingt millions (la moitié de la population), n'ont jamais abordé la II^e République et la Guerre Civile durant leur cursus scolaire⁴⁵. Cette constatation amène à considérer que l'histoire de cette période n'a pas pu participer à « la formation de consciences citoyennes⁴⁶ ». Pourtant une connaissance documentée de cette époque apparaît comme une nécessité si la société espagnole veut adopter une nouvelle vision des événements politiques qui corrige la version imposée, pendant quarante ans, par la dictature, ou qui modifie la version hégémonique adoptée avec la Transition.

Or nombre d'enseignants confirment que c'est encore l'ignorance qui prédomine sur l'histoire récente espagnole. Ainsi, Carlos Berzosa, recteur de l'université Complutense de Madrid, s'étonne que « les étudiants espagnols connaissent mieux le nazisme, grâce au cinéma [...] que ce qu'a été notre dictature franquiste⁴⁷ ». Si les Espagnols ne lisent pas les livres d'histoire, s'ils n'ont pas eu de cours sur la Guerre Civile, leur connaissance du passé provient alors soit des récits familiaux⁴⁸, soit de la consommation de programmes audiovisuels et de films, comme le remarque l'historien Santiago de Pablo :

43. Izquierdo Martín et Sánchez León, 2006.

44. J. Izquierdo Martín et P. Sánchez León, font ce constat : étant donné l'amplitude des programmes d'histoire du baccalauréat jusqu'au début des années 1990, il était presque impossible que le xx^e siècle espagnol pût être abordé (2006, p. 52).

45. Par conséquent, les seuls récits sur la guerre auxquels auraient eu accès nombre d'Espagnols seraient ceux émis au sein des familles (2006, p. 52).

46. Godicheau, 2015, p. 70.

47. Berzosa, 2008, p. 35 : « los estudiantes españolas saben más del nazismo, gracias al cine, [...] que de lo que fue nuestra dictadura franquista ». Berzosa relate aussi dans le même article que Jordi Soler décida d'écrire *Los rojos de ultramar* précisément après avoir répondu aux questions d'étudiants de la Complutense qui ignoraient tout de la Guerre Civile et de l'exil républicain au Mexique. De son côté, José F. Colmeiro constate également que ses étudiants espagnols font preuve d'« une flagrante méconnaissance de l'histoire récente espagnole » / « un flagrante desconocimiento de la historia reciente española » (2005, p. 39).

48. Dans une enquête du CIREs (Centre de Recherche sur la Réalité Sociale) de 1991, seuls 9 % des Espagnols interrogés reconnaissaient avoir parlé de la Guerre Civile au cours de la Transition (Aguilar Fernández, 2006b, p. 301).